Patrick Bouhet

# Le syndrome de Cassandre ou l'indispensable humilité dans les analyses

**Il y a 45 ans paraissait le premier numéro de Défense. Le monde était alors semble-il bien différent de celui que nous connaissons. Les relations internationales étaient centrées sur la confrontation est-ouest. La société était le théâtre de luttes politiques, sociales et idéologiques qui pouvaient mener jusqu'à l'action armée et le terrorisme. Les relations nord-sud étaient encore largement marquées par les affres des luttes de décolonisation. La société française, et plus généralement occidentale, était fragmentée par des débats sur sa nature, les droits et les inégalités, le projet à mettre en œuvre.**

Depuis, la revue a bien changé dans son apparence. Le style visuel étant l'une des marques d'une époque, il a fallu se moderniser, s'adapter et innover, autant pour le plaisir des concepteurs que des lecteurs. Mais qu'en est-il du contenu ? Ces années ont-elles fait évoluer les sujets, les problématiques, les positions… ? Les pronostics, les analyses prospectives ont-elles été vérifiées ou infirmées ?

## Menaces concrètes et menaces abstraites

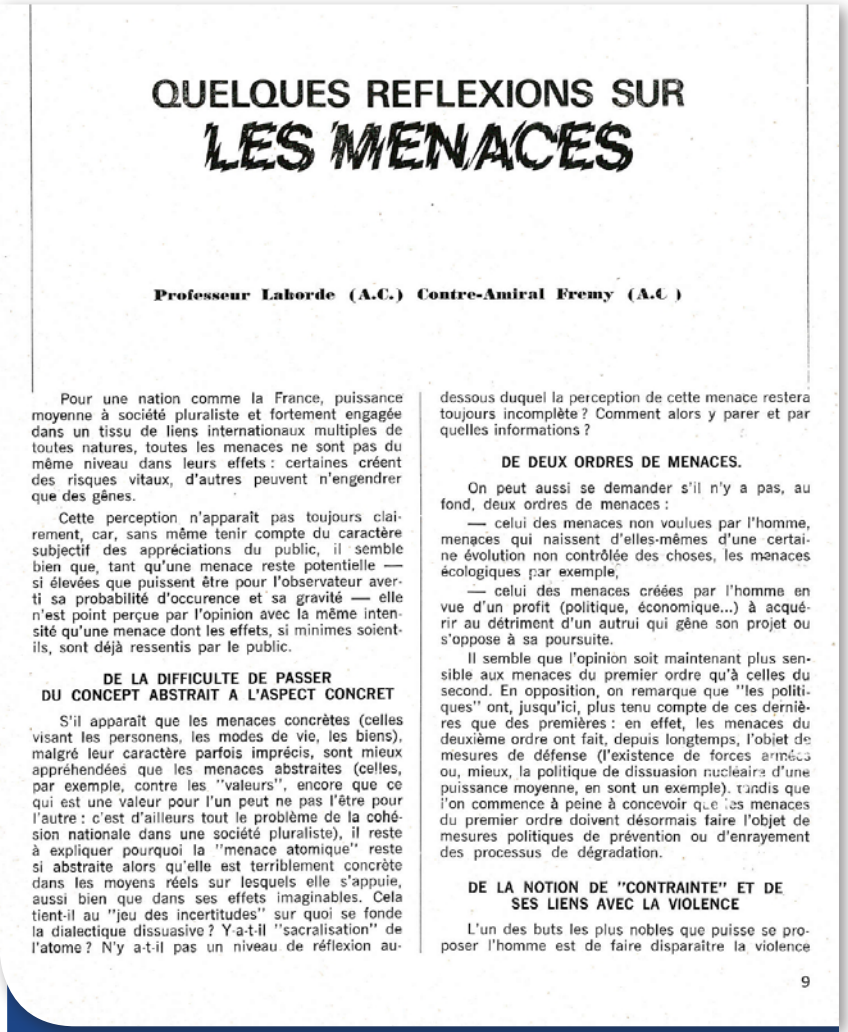
Deux articles du numéro originel peuvent permettre de tenter une analyse de ce type selon un schéma classique : perception des menaces, éléments prospectifs ou plus simplement vision du futur. L'un est cosigné par le professeur Laborde et le contre-amiral Fremy, l'autre par le docteur Schlumberger et Jean Rotig. Le premier s'intitule *Quelques réflexions sur les menaces*, l'autre *Défense nationale et sécurité en Europe*.

C'est donc aux menaces, tout d'abord, que sont consacrées les deux articles. Ce que l'on perçoit, de prime abord, ce sont les différences dont nous avons précédemment parlé. Puis apparaissent les continuités, non pas dans le détail des menaces ou des risques pris individuellement, mais dans les grandes catégories. Car les textes forment naturellement le miroir des conflits, des questions de société ainsi que des origines sociales, professionnelles et des opinions politiques, philosophiques ou éthiques de leurs auteurs et inscrits dans leur temps.

Cassandre (à gauche) offrant une libation à son frère Hector, avant de partir au combat, Fondation Pomarici Santomasi de Gravina in Puglia. Le syndrome de Cassandre est de prévenir sans être jamais entendu. Mais sommes-nous mieux équipés pour la prospective qu'en 1974 ?

En préambule, la caractérisation de la France est toujours, peu ou prou, valide selon les termes choisis : puissance moyenne, société pluraliste et nation inscrite dans le multilatéralisme des relations internationales.

Le premier article souligne la différence entre les menaces et leur perception. Les auteurs signalent alors un point qui reste pleinement d'actualité : la disparité de perception entre l'opinion – dont il est bien difficile de déterminer la nature exacte – et les experts. Ils font aussi la distinction entre les menaces concrètes et celles qui paraissent être considérées comme abstraites. Au rang des premières, celles qui pèsent sur les personnes, les biens, les modes de vie ; les autres portent essentiellement sur les valeurs.



QUELQUES REFLEXIONS SUR
LES MENACES

Professeur Laborde (A.C.) Contre-Amiral Fremy (A.C.)

Pour une nation comme la France, puissance moyenne à société pluraliste et fortement engagée dans un tissu de liens internationaux multiples de toutes natures, toutes les menaces ne sont pas du même niveau dans leurs effets : certaines créent des risques vitaux, d'autres peuvent n'engendrer que des gênes.

Cette perception n'apparaît pas toujours clairement, car, sans même tenir compte du caractère subjectif des appréciations du public, il semble bien que, tant qu'une menace reste potentielle — si élevées que puissent être pour l'observateur averti sa probabilité d'occurence et sa gravité — elle n'est point perçue par l'opinion avec la même intensité qu'une menace dont les effets, si minimes soient-ils, sont déjà ressentis par le public.

DE LA DIFFICULTE DE PASSER DU CONCEPT ABSTRAIT A L'ASPECT CONCRET

S'il apparaît que les menaces concrètes (celles visant les personens, les modes de vie, les biens), malgré leur caractère parfois imprécis, sont mieux appréhendées que les menaces abstraites (celles, par exemple, contre les "valeurs", encore que ce qui est une valeur pour l'un peut ne pas l'être pour l'autre : c'est d'ailleurs tout le problème de la cohésion nationale dans une société pluraliste), il reste à expliquer pourquoi la "menace atomique" reste si abstraite alors qu'elle est terriblement concrète dans les moyens réels sur lesquels elle s'appuie, aussi bien que dans ses effets imaginables. Cela tient-il au "jeu des incertitudes" sur quoi se fonde la dialectique dissuasive ? Y-a-t-il "sacralisation" de l'atome ? N'y a-t-il pas un niveau de réflexion au-dessous duquel la perception de cette menace restera toujours incomplète ? Comment alors y parer et par quelles informations ?

DE DEUX ORDRES DE MENACES.

On peut aussi se demander s'il n'y a pas, au fond, deux ordres de menaces :

— celui des menaces non voulues par l'homme, menaces qui naissent d'elles-mêmes d'une certaine évolution non contrôlée des choses, les menaces écologiques par exemple,

— celui des menaces créées par l'homme en vue d'un profit (politique, économique...) à acquérir au détriment d'un autrui qui gêne son projet ou s'oppose à sa poursuite.

Il semble que l'opinion soit maintenant plus sensible aux menaces du premier ordre qu'à celles du second. En opposition, on remarque que "les politiques" ont, jusqu'ici, plus tenu compte de ces dernières que des premières : en effet, les menaces du deuxième ordre ont fait, depuis longtemps, l'objet de mesures de défense (l'existence de forces armées ou, mieux, la politique de dissuasion nucléaire d'une puissance moyenne, en sont un exemple), tandis que l'on commence à peine à concevoir que les menaces du premier ordre doivent désormais faire l'objet de mesures politiques de prévention ou d'enrayement des processus de dégradation.

DE LA NOTION DE "CONTRAINTE" ET DE SES LIENS AVEC LA VIOLENCE

L'un des buts les plus nobles que puisse se proposer l'homme est de faire disparaître la violence

9

Dans Défense n°1, l'article de MM. Laborde et Frémy souligne la différence entre les menaces et leur perception par l'opinion, les politiques et les experts, ce qui n'est pas sans résonner à notre époque.

La continuité apparaît bien dans les analyses et les inquiétudes. Seulement, il n'est pas tout à fait certain, en fonction des analystes, que ces catégories soient acceptées ou comprise sous cette forme ou à l'aide d'autres termes. Certains, par exemple, ne considèrent pas les menaces sur les valeurs comme abstraites. Un autre exemple développé est d'autant plus intéressant et marque son époque. En effet, la menace nucléaire est considérée comme réelle par les auteurs mais ils considèrent qu'elle est jugée abstraite par le plus grand nombre. A cette période – *l'équilibre de la terreur* – la chose peut paraître surprenante. Est-elle encore abstraite à la nôtre, alors que le terrorisme a frappé directement le territoire national sans que la dissuasion n'ait été opérante dans ce cas de figure ? Demandons à la population quelle menace est abstraite et quelle autre est concrète : la réponse dans un contexte différent a une forte probabilité d'être néanmoins la même : menace abstraite pour le nucléaire, concrète pour le terrorisme.

Cette différence apparaît à nouveau entre politique et opinion publique selon les mêmes auteurs. Définissant deux nouvelles catégories, ils soulignent une dissimilitude de prise en compte : les menaces voulues par l'Homme d'un côté, c'est à dire ayant trait principalement à la politique et l'économie ; les menaces non voulues et subies par Lui, de l'autre, comme certaines évolutions de son environnement, pris dans un sens général, et plus particulièrement l'écologie. Les politiques ont tenu plus compte de la première catégorie, l'opinion était déjà plus inquiète des secondes.

Les questions de globalisation, ainsi que celles portant sur l'identité, sont aussi déjà posées. Les unes n'étant pourtant pas opposées aux autres comme elles peuvent l'être aujourd'hui. L'évolution positive qui est perçue est celle de l'Homme comme partie d'une nation à celui ouvert à l'humanité dans son ensemble. Sans qu'il existe forcément d'opposition avec l'identité nationale. Cette idée est reproduite dans l'article suivant sous une forme différente, concentrée sur l'Europe. Ici sont défendues les notions de sécurité, qui élargit celle de défense, toujours dans le cadre de l'opposition des deux blocs.

## Comment se projeter dans un futur si aléatoire ?

Le retour en arrière de quelques 45 années, nous appelle à la prudence. Le monde que décrivent ces articles n'est en effet plus. Le monde divisé entre deux blocs antagonistes non plus. La division physique et idéologique de l'Europe, de la Baltique aux côtes méditerranéennes, la simplicité toute relative du monde qui facilitait sa compréhension, son analyse et la capacité des politiques à agir dans un environnement binaire selon des logiques manichéennes, a été remplacée par un environnement beaucoup plus complexe et pluriel.

Les auteurs de 1974 avaient-ils vu la transformation du monde ? Pas du tout. Était-ce possible

à un horizon de plus de 40 ans ? C'est douteux. Sommes-nous davantage capables d'imaginer le monde en 2050 et au-delà ? C'est tout aussi incertain. Ce qui est, par-contre, certain et quelque peu paradoxal, c'est que le monde que l'on est incapable d'imaginer dans sa réalité future, nous le construisons en en imaginant plusieurs versions qui se concurrencent, s'opposent et interagissent.

Ce qui fait, peut-être, la différence entre la vision du monde de 1974 et la nôtre, c'est cette capacité que nous pensons avoir acquise de se projeter dans un futur que nous construisons, cependant essentiellement sur le fondement de l'évolution des technologies.

En 1974, les menaces et les dangers provenant de la société elle-même ou celles qui étaient exogènes, qu'ils soient l'effet d'une volonté humaine ou déjà de difficultés liées à l'écologie, étaient déjà présentes. Seulement l'analyse qui nous est alors proposée semble comme suspendue dans le temps. Comme un contexte qui serait constant, une lutte dont on n'imaginerait pas la fin, ni réellement l'objectif recherché. Ainsi logiquement les conséquences mêmes de la victoire de l'un des deux camps ne sont pas envisagées, notamment s'agissant de la mise en cause de la nature du vainqueur en ce qu'elle était induite par leur lutte elle-même.

Il y a aussi une constante qui pourrait interroger. L'insuffisance regrettée de l'effort de défense européen, qui est alors mis en avant, ne dépareillerait pas aujourd'hui. Pour autant, le projet européen n'est pas remis en question, loin de là. Et l'on peut être persuadé que l'éventualité d'un *Brexit* n'a jamais effleuré les auteurs de ce premier numéro, si tôt après l'adhésion du Royaume-Uni…

Car il s'agit bien de cela en fait. Même si cela n'était pas l'objectif premier des deux articles, cette analyse des menaces et des risques avait-elle, et même pouvait-elle, envisager le visage du monde tel qu'il est 45 ans plus tard ? Visiblement non dans la plupart des domaines. Par contre, la question de la perception des risques et des menaces et de leur prise en compte différente entre politiques, experts et opinion publique n'est pas sans ouvrir certains échos par rapport à notre époque. L'écologie est déjà une inquiétude signalée en 1974, mais non prise en compte par les décideurs. Ceux-ci avaient déjà à combattre des problèmes économiques et une crise qui ont largement remis en question la prospérité, perçue ou réelle, acquise par le monde occidental au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Où était donc la grande cause, la grande question du moment pour les politiques et sûrement la majorité de la population, en réalité ? Sûrement pas l'écologie.

## Accepter de progresser dans le brouillard

Car autant la prospective et l'analyse objective des possibles est un art difficile, autant elles n'arrêtent souvent pas l'attention des décideurs qui sont pris, pour ne pas dire englués, dans le quotidien et un horizon proche à distance de budget, de temps de responsabilité ou d'élections prochaines. C'est le syndrome de Cassandre qui consiste à prévenir et prévoir sans être jamais entendu. De ce fait l'État et le gouvernement stratège sont peut-être plus des exceptions qu'une constante. A l'inverse de ce que l'on pourrait attendre d'eux, tout en leur réclamant au quotidien, paradoxalement l'inverse, c'est-à-dire la solution de nos « petits » problèmes du jour. En un mot, quel aurait été le combat de Greta Thunberg en 1974 ? Peut-être pas l'environnement mais une cause sociale dont certaines solutions économiques et industrielles sont pour partie à l'origine de la situation et des risques actuels.

Les événements de 1989 et leurs suites n'avaient pas été mieux prévus, les prétendus *Printemps arabes*, par exemple non plus… Ne parlons pas des effets profonds de la révolution numérique ou de l'émergence d'un terrorisme islamique conduisant à un 11 septembre dévastateur… Sauf peut-être par certains auteurs de science-fiction ou d'anticipation. Pour autant, nos prédécesseurs de 1912 auraient-ils pu prévoir la Première Guerre mondiale et ses conséquences ou l'observateur de 1919 envisager 1939 et surtout 1940 ? Certains ont pu en imaginer certains aspects, surtout ceux qui, par leur volonté ou leur vision de l'avenir, ont participé à son édification. Mais aucun n'a pu construire une image nette, claire et exacte à des horizons bien moins lointains que ceux sur lesquels sont fondées aujourd'hui certains projets majeurs, avant tout technologiques, de nos sociétés.

La Pariser Platz avec la Porte de Brandebourg, à Berlin en janvier 1974. La même année, Défense n°1 reflète aussi ce sentiment de suspension du temps, de lutte stratégique dont on n'imagine pas vraiment la fin.

Ce brouillard dans lequel nous évoluons est plus ou moins admis, accepté, donc pris en compte, selon les époques. Depuis 1974, des techniques visant à transformer ce qui n'étaient auparavant que des travaux d'imagination, ou de simples spéculations, en perspectives envisageables démontrent la volonté des décideurs de mieux tenir compte des futurs possibles. Cela doit leur permettre de concevoir les stratégies les plus adaptées mais n'implique pas forcément la définition d'un projet que l'on pourrait qualifier de véritable vision politique.

## Sommes-nous mieux armés en prospective que nos prédécesseurs ?

En fait, la différence entre le projet, quelles que soient sa hauteur et sa qualité, et la réalité consiste à reconsidérer que comme la stratégie, la politique agit sur une matière pensante et dotée d'autonomie. Ce n'est pas seulement un exercice d'ingénieur, même complexe. La première phase consiste à concevoir un futur souhaité, le projet, puis les voies devant y conduire. La deuxième phase consiste à essayer de mettre en œuvre les actions nécessaires. Cependant, celles-ci entrent en confrontation et interaction avec les projets et actions des autres groupes ou avec des événements indépendants de la volonté humaine. Ce sont ces interactions et confrontations qui forment le monde réel dans une troisième phase. Chaque décideur ou groupe humain prend alors en compte, plus ou moins bien et plus ou moins complètement, ce nouveau réel avec les interactions qui l'ont façonné puis reprend l'opération. C'est ici que se pose la question de la qualité de l'objectif poursuivi. En termes militaires, s'agit-il simplement, entraîné dans le flux des événements, de conduite d'ordre tactique visant des objectifs du même ordre ou d'une gouvernance générale qui, en ne perdant jamais de vue l'objectif stratégique ou la vision politique à long terme, ne vise qu'à agir pour maintenir le cap ?

En fin de compte, la question centrale que posent ces deux articles de 1974, puis une grande partie des articles qui ont suivi, est celle de la capacité réelle de l'être humain de commander sa destinée en se dotant des moyens intellectuels et matériels nécessaires et en démontrant la volonté indispensable. Notre aptitude n'est-elle pas limitée, à quelques exceptions près, à une compréhension de notre environnement proche dans l'espace et dans le temps ? Ce qui correspond en fait souvent à nos intérêts immédiats, individuels ou de groupe. En un mot sommes-nous mieux armés que nos prédécesseurs pour nous projeter à 20 ou 30 ans, c'est-à-dire par exemple à la durée de vie minimum d'un programme d'armement majeur actuellement ? Seul le futur pourra apporter une réponse à cette question à travers une lecture rétrospective, toujours nécessaire, de nos successeurs du numéro 400 que nous espérons…

*Patrick Bouhet* SR 195*